

MARCHES PUBLICS DE SERVICES
HOSPICES CIVILS DE LYON
Etablissement support du GHT Rhône Centre
Etablissement coordonnateur du GCS Blanchisserie
Direction des Achats
45, rue Villon
CS 48283
69373 LYON CEDEX 08

EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS
DE PRODUCTION PRIMAIRE D'ELECTRICITE
DES DIVERS ETABLISSEMENTS DES HOSPICES CIVILS DE LYON
DU GHT VAL RHONE CENTRE
ET DU GCS BLANCHISSERIE
T25_4500

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)

Sommaire

1	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	6
	<i>Etablissements Lyonnais et de la région lyonnaise des Hospices Civils de Lyon et du GCS blanchisserie :</i>	<i>6</i>
1.2	DECOMPOSITION EN LOTS.....	6
1.3	FORME DU MARCHÉ – DUREE	7
1.3.1	<i>Forme du marché</i>	<i>7</i>
1.3.2	<i>Durée du marché.....</i>	<i>7</i>
1.4	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
1.5	ENGAGEMENT DU TITULAIRE - DELAIS	7
1.5.1	<i>Maintenance</i>	<i>8</i>
1.5.2	<i>Exploitation</i>	<i>8</i>
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
2.1	PIECES PARTICULIERES.....	8
2.2	PIECES GENERALES	9
3	DECLenchement DES PRESTATIONS	9
3.1	PRISE EN MAIN DU CONTRAT	9
3.2	PRESTATIONS FORFAITAIRES	9
3.3	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	9
3.4	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES A PRIX UNITAIRES.....	10
4	PRESTATIONS MODIFICATIVES.....	10
4.1	ADJONCTION D'EQUIPEMENTS	10
4.2	RETRAIT D'EQUIPEMENTS	11
4.3	EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	11
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
5.1	CONFIDENTIALITE	11
5.2	SECURITE	12
5.3	DISPOSITIF DE SECURITE PROPRE AUX OPERATEURS D'IMPORTANCE VITALE (OIV)	12
5.4	DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	13
5.5	IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE	13
5.6	RESPECT DES NORMES ET DES REGLEMENTATIONS.....	14
5.7	FIABILITE, PERFORMANCES ET PERENNITE DES EQUIPEMENTS	14
5.8	DROIT D'UTILISATION DES PROGICIELS INTEGRES.....	14
6	PRIX DU MARCHÉ	14
6.1	PRIX DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	14
6.2	PRIX DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	14
7	VARIATION DES PRIX	15
7.1	VARIATION DES PRIX DES PRESTATIONS FORFAITAIRES	15
7.2	VARIATION DES PRIX DU BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES	15
8	MODALITES DE REGLEMENT	16
8.1	AVANCE	16
8.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	16

8.3	MODE DE REGLEMENT	17
8.4	SUIVI DES REGLEMENTS DE FACTURES	17
8.5	REMUNERATION EN CAS DE GROUPEMENT	17
9	PENALITES	18
9.1	GENERALITES	18
9.2	DEPASSEMENT DE DELAI	18
9.2.1	<i>Cas du délai de réalimentation</i>	<i>18</i>
9.2.2	<i>Cas du délai d'intervention</i>	<i>18</i>
9.2.3	<i>Cas du délai de remise en état des installations</i>	<i>19</i>
9.3	AUTRES PENALITES	19
10	REVERSIBILITE	20
10.1	LE PLAN DE REVERSIBILITE	20
10.2	LE PROCESSUS DE REVERSIBILITE	21
11	.VERIFICATION ET ADMISSION	21
12	GARANTIE.....	22
13	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES.....	22
13.1	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES	22
13.1.1	<i>Description du traitement</i>	<i>22</i>
13.1.2	<i>Obligation du sous-traitant</i>	<i>22</i>
13.1.3	<i>Obligation du responsable du traitement</i>	<i>23</i>
13.1.4	<i>Données personnelles des fournisseurs :</i>	<i>23</i>
13.1.5	<i>Droits des personnes</i>	<i>24</i>
13.1.6	<i>Notification des violations de données à caractère personnel</i>	<i>24</i>
13.1.7	<i>Aide du titulaire dans le cadre du respect par les Hospices Civils de Lyon de leurs obligations</i>	<i>24</i>
13.1.8	<i>Sort des Données.....</i>	<i>24</i>
13.1.9	<i>Clause de réexamen</i>	<i>24</i>
14	RESPONSABILITE - ASSURANCE	24
14.1	RESPONSABILITE	24
14.2	ASSURANCE.....	24
15	RESILIATION DU MARCHE	24
16	EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	25
16.1	EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	25
16.2	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	25
17	CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN	25
17.1	CESSION DU MARCHE PAR LE TITULAIRE	25
17.2	CESSION DU MARCHE PAR L'ACHETEUR	26
18	DROIT ET LANGUE	26
19	LITIGES	26
	ANNEXE 1 : RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
20	ANNEXE 2 : ADRESSES DE FACTURATION- ETABLISSEMENTS « PARTIES » AU GHT RHONE CENTRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
21	ANNEXE 4 : INFORMATIONS FACTURATION HCL	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés établissement support et les établissements parties suivants :

Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;

- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Les responsabilités respectives de l'établissement support et des établissements parties se répartissent comme suit.

	Etablissement support	Etablissements parties	Observations
Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché	X		
Envoi des bons de commande et Ordres de service	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X		
Procéder à la reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		
Délivrance du certificat de cession de créances		X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités Reporting + exécution)	X (pénalités d'exécution)	Les pénalités d'exécution sont appliquées le cas échéant par l'établissement concerné
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X		

Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement
---	---	---	---

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; **ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.**

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.

1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION PRIMAIRE D'ELECTRICITE DES ETABLISSEMENTS LYONNAIS ET DE LA REGION LYONNAISE DES HOSPICES CIVILS DE LYON ET DU GCS BLANCHISSERIE

1. L'exploitation des installations, dont le périmètre est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.)
2. La maintenance de niveaux 1 à 4 des installations, telle que définie par la norme par la norme XP X60-010, dont les dispositions sont complétées par celles des annexes aux différents Cahiers des Clauses Techniques Particulières et par les dispositions que le titulaire du marché serait lui-même amené à adopter, aux fins de satisfaire à son obligation de résultat

Etablissements Lyonnais et de la région lyonnaise des Hospices Civils de Lyon et du GCS blanchisserie :

- Hôpital de la Croix-Rousse (103 Grande rue de la Croix-Rousse – 69004 Lyon),
- Hôpital Gériatrique Frédéric Dugoujon (14 rue Pasteur– 69300 Caluire et Cuire),
- Hôpital Henry Gabrielle (20 route de Vourles - 69230 St Genis Laval),
- Hôpital Gériatrique Pierre Garraud (136 rue du Commandant Charcot - 69322 Lyon cedex 05),
- Hôpital Gériatrique des Charpennes (27 rue Gabriel Péri - 69100 Villeurbanne),
- Hôpital Edouard Herriot (5 place d'Arsonval – 69003 LYON)
- Groupement Hospitalier Est- 59 boulevard Pinel - Bron (Hôpital neurologique, Hôpital cardiologique, Hôpital Femme Mère enfant, DSII)
- Centre Hospitalier Lyon Sud – 69495 Pierre Bénite (secteurs Jules Courmont et Sainte Eugénie)
- Pharmacie Centrale
- Plateforme Hospimag 2 - Saint Genis Laval
- Plateforme logistique Saint-Priest (UCPA, Stérilisation Centrale)
- Blanchisserie inter hospitalière (CGS)
- Unité Centrale de Production Alimentaire (Site de Saint-Priest)

La nature des prestations ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies dans le Cahier des charges.

1.2 Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 4 lots selon le détail suivant :

N° et Intitulé du lot	Etablissements
Lot 1 : GHE et HEH	Hôpital Edouard Herriot Groupement Hospitalier Est (Hôpital neuro-cardio, HFME) Direction du Système d'Information et de l'Informatique
Lot 2 : Hôpital de la Croix Rousse	Hôpital de la Croix-Rousse
Lot 3 : CHLS- Jules Courmont	Centre Hospitalier Lyon Sud (secteur Jules Courmont)
Lot 4 : Autres Sites	- CENTRE HOSPITALIER LYON SUD (SECTEUR STE EUGENIE) - PHARMACIE CENTRALE - PLATE-FORME HOSPIMAG 2 - HOPITAL GERIATRIQUE FREDERIC DUGOUJON

	<ul style="list-style-type: none"> - HOPITAL DES CHARPENNES - HOPITAL HENRY GABRIELLE - HOPITAL GERIATRIQUE PIERRE GARRAUD - HOPITAL GERIATRIQUE ANTOINE CHARIAL - SITES DE SAINT PRIEST (UNITE CENTRALE DE PRODUCTION ALIMENTAIRE, STERILISATION CENTRALE) - GCS BLANCHISSERIE
--	---

1.3 Forme du marché – durée

1.3.1 Forme du marché

Pour chacun des lots, le présent marché comprend :

- Une partie de prestations déterminées à prix forfaitaires
- Une partie de prestations faisant l’objet d’un accord cadre à bon de commande mono-attributaire, conclu sans minimum et avec un maximum fixé à 1 000 000€ HT

Les prestations à prix unitaires feront l’objet de bons de commande notifiés par le maître d’ouvrage au titulaire.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins et comporteront :

- La nature et le détail des prestations à réaliser ;
- La date de démarrage des prestations et le délai d'exécution, et leur intégration dans le calendrier détaillé d'exécution
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

La transmission des bons de commande sera effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande pourront être émis pendant une période ferme de 4 ans à compter de la notification du marché.

Pour des besoins occasionnels et spécifiques des Etablissements Parties, le pouvoir adjudicateur peut s’adresser à un prestataire autre que le ou les titulaire(s) du marché.

1.3.2 Durée du marché

Pour chacun des lots, le marché est conclu pour une période ferme démarrant à compter du **01/04/2025**, ou de la date de notification du marché si celle-ci est postérieure, et jusqu’au **31/03/2028**.

Le marché pourra tacitement être reconduit 1 fois pour une durée de 1 an, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur intervenant au minimum 4 mois avant la fin de la période. Le titulaire ne peut s’opposer à cette reconduction

1.4 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra conclure avec le titulaire des marchés de prestations similaires à celles du présent marché dans les conditions fixées par le Code de la Commande Publique.

1.5 Engagement du titulaire - délais

Le marché comporte une obligation de résultat, qui consiste à assurer la continuité de l’alimentation électrique des établissements des HCL et du GCS.

Dans ce cadre, il appartient au titulaire du marché d’identifier, de décrire et de mettre en œuvre, selon les fréquences appropriées, les opérations de maintenance préventive qu’il juge utiles pour assurer la disponibilité des installations, réduire le nombre de pannes, et en cas de panne, en limiter les conséquences préjudiciables pour le pouvoir adjudicateur.

Les objectifs en matière de résultats consistent :

1.5.1 Maintenance

Garantie de la pérennité des matériels et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal, équivalent à celui des performances initiales sous les délais suivants :

- **Lots 1, 2 et 3** : intervenir sur les lieux de l'installation en panne dans le délai **de 30 minutes** suivant la connaissance de la panne (télésurveillance, appel téléphonique du pouvoir adjudicateur)
- **Lot 4** : intervenir sur les lieux de l'installation en panne et rétablir l'alimentation électrique dans le délai de **1 heure** suivant l'appel téléphonique du pouvoir adjudicateur sur les sites Lyon Sud partie sainte Eugénie, les sites gériatriques, les plateformes, la pharmacie centrale.
- Remettre en état même de façon provisoire l'équipement défaillant dans le délai ci-après maximum suivant le signalement de la panne
 - Délai de remise en état de **4 heures** si le secours électrique n'est pas assuré
 - Délai de remise en état de **8 heures** si le secours électrique est assuré.
- Remettre en état de manière définitive sous 48 heures.

1.5.2 Exploitation

Garantie de la continuité de fourniture de l'alimentation électrique.

- Lots 1,2 et 3 : intervenir sur le site et rétablir l'alimentation électrique **dans le délai de 30 minutes** suivant la connaissance de la perte partielle ou totale de l'alimentation électrique : télésurveillance ou appel téléphonique du pouvoir adjudicateur
- lot 4 : intervenir sur le site et rétablir l'alimentation électrique **dans le délai de 1 heure** suivant la connaissance de la perte partielle ou totale de l'alimentation électrique (télésurveillance ou appel téléphonique du pouvoir adjudicateur)

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous, en cas de contradiction entre les stipulations contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes financières;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi :
 - Annexe 1 : Information facturation HCL
 - Annexe 2 : risques généraux dans les établissements hospitaliers
 - Annexe 3 : Information facturation Etablissements parties ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Commune et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes pour chaque lot : dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi
- L'offre du titulaire

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour du lancement de la consultation :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG FCS), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services. Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- Autres pièces générales de références et normes en vigueur.
- Les normes qui s'appliquent aux installations électriques et à la maintenance, en particulier les normes X 60-010, C 13-100, C 13-200, C 15-100 et C 15-211

Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter ;

3 DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS

3.1 Prise en main du contrat

A l'issue de la phase de réversibilité, un procès-verbal contradictoire détaillé de l'état des lieux et des équipements sera établi entre le futur titulaire entrant, le Titulaire « sortant » et le pouvoir adjudicateur.

Pendant la phase de réversibilité, le(s) futur(s) titulaire(s) sera(ont) tenu de respecter les engagements suivants :

- Fournir toutes les ressources, y compris humaines, nécessaires à la mise en œuvre de la prestation de réversibilité ;
- Respecter l'intégralité des clauses, des modalités et des conditions définies dans le plan de réversibilité ;
- Réaliser le transfert de compétences vers ses équipes.

Et de façon générale à faciliter cette phase sans perturber le Titulaire « sortant » dans l'accomplissement de ses obligations contractuelles.

La phase de réversibilité s'applique quel que soit le(s) futur(s) titulaire(s) entrant(s), y compris le pouvoir adjudicateur.

3.2 Prestations forfaitaires

Le déclenchement des prestations forfaitaires se fera par l'émission d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur en début de chaque période de facturation.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du marché ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations à réaliser ;
- La date de démarrage des prestations et le délai d'exécution,
- L'adresse de facturation ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

La transmission des bons de commande pourra être effectuée par échange dématérialisé.

3.3 Prestations complémentaires

Toute prestation complémentaire n'entrant pas dans le cadre de la redevance forfaitaire sera réalisée en dépense contrôlée, sur bon de commande du pouvoir adjudicateur.

Ces prestations feront systématiquement l'objet d'un devis détaillé (temps prévu, main d'œuvre, fournitures) qui sera soumis à l'accord préalable de l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou de son représentant.

Le devis validé par l'Ingénieur Maintenance du Secteur ou son représentant sera joint au bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins et comporteront :

- La référence du marché
- La nature et le détail des prestations à réaliser
- La date de démarrage des prestations et le délai d'exécution
- Le lieu d'exécution des prestations
- La référence du devis qui aura été préalablement accepté par l'ingénieur maintenance du secteur ou son représentant
- L'adresse de facturation.

3.4 Prestations complémentaires à prix unitaires

Toute prestation complémentaire à prix unitaire, rémunérée sur la base des prix indiqués dans la partie 2 de l'annexe financière de l'acte d'engagement, sera réalisée en dépense contrôlée, sur bon de commande des établissements.

Toute commande fera au préalable l'objet d'un devis détaillé que le titulaire du marché soumettra à l'accord du Responsable Technique du site dans le délai fixé. En cas de dépassement de ce délai, le titulaire du marché encourra les pénalités prévues à cet effet.

Le devis validé par le Responsable Technique du site ou son représentant sera joint au bon de commande émis par les établissements.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins et comporteront :

- La référence du marché ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La nature et le détail des prestations à réaliser ;
- La date de démarrage des prestations et le délai d'exécution,
- La référence du devis qui aura été préalablement accepté,
- L'adresse de facturation ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

La transmission des bons de commande pourra être effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent marché.

4 PRESTATIONS MODIFICATIVES

4.1 Adjonction d'équipements

Les Hospices Civils de Lyon signaleront, par écrit, au titulaire du marché, toute adjonction de nouvel équipement à l'inventaire de départ donné au CCTP.

Les prestations effectuées sur les nouveaux équipements feront l'objet d'un avenant établi sur la base des prix du présent marché.

La première année, les prestations forfaitaires relatives aux équipements ajoutés seront facturées comme suit :

- Pour la maintenance préventive : au prorata du nombre de visites de maintenance préventive effectuées sur les dits équipements

- Pour la maintenance corrective : au prorata du nombre de jours de prise en charge des équipements, toute journée commencée étant due au titulaire du marché.

Pour les équipements ajoutés encore sous garantie le coût de la maintenance corrective sera nul pendant la période de garantie.

4.2 Retrait d'équipements

Les Hospices Civils de Lyon notifieront au titulaire du marché, par courrier puis par avenant, tout retrait d'équipement du présent marché.

La dernière année, les prestations forfaitaires relatives aux équipements supprimés seront facturées au prorata du nombre de jours de prise en charge desdits équipements, toute journée commencée étant due au titulaire du marché.

La première année, les prestations forfaitaires relatives aux équipements supprimés seront facturées comme suit :

- Pour la maintenance préventive : au prorata du nombre de visites de maintenance préventive effectuées sur les dits équipements
- Pour la maintenance corrective : au prorata du nombre de jours de prise en charge des équipements, toute journée commencée étant due au titulaire du marché

4.3 Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du Pouvoir Adjudicateur, de modifier ou remplacer les fournitures ou faire évoluer la nature des prestations faisant l'objet du marché par des fournitures ou des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins ou à la réglementation, sans supplément de prix.

- Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :
- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché aux torts du titulaire en application de la clause de résiliation visée au présent Cahier des Clause Particulières.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confiés l'Etablissement hospitalier.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des Etablissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, toute technique, ou tout savoir-faire relatif à l'activité des Etablissements hospitaliers, qui lui sera communiqué de manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera d'engager la responsabilité du titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des HCL ou d'un tiers.

5.2 Sécurité

Les HCL ont défini, selon les dispositions du Code du Travail – Articles R. 4515-11 à R. 4515-15, une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions de l'annexe 2 du présent CCAP. Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Les HCL pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération établi suite à l'inspection commune, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par les HCL.

Les HCL se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe 2 au présent CCAP, un document intitulé les «Risques généraux dans les établissements hospitaliers».

5.3 Dispositif de sécurité propre aux opérateurs d'importance vitale (OIV)

En application de l'instruction générale interministérielle 6 600 du 7 janvier 2014, les Hospices Civils de Lyon, en leur qualité d'Opérateur d'Importance Vitale (OIV), se réservent le droit de requérir l'avis de l'autorité administrative, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des HCL.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des HCL comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail aux adresses suivantes avec accusé de lecture et de réception : eric.tabouret@chu-lyon.fr. Toute liste sera systématiquement transmise par le DPSG des HCL à l'autorité administrative compétente.

De même, en cas de remplacement de son personnel, le titulaire du marché s'engage à adresser la liste des nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des HCL au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Les HCL notifieront, par écrit, à la personne concernée qu'ils ont sollicité l'avis de l'autorité administrative quant à son accès aux bâtiments des HCL et que, dans ce cadre, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, elle fait l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait ne la concernant n'est « incompatible » avec l'accès envisagé.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par le Préfet précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais.

L'avis formulé par l'autorité administrative est valable pour une durée de trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne. Néanmoins, si les conditions nécessaires à la délivrance de l'avis évoluent, c'est-à-dire que des changements radicaux de situation ou de comportement sont notés par les HCL, ils peuvent solliciter un nouvel avis de l'administration qui jugera de l'opportunité de conduire à nouveau une enquête.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus entraînera automatiquement la déclaration par les HCL d'une situation d'anomalie en matière de sécurité auprès des services préfectoraux.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les HCL par les représentants du Département Prévention et Sécurité Générale des HCL.

5.4 Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir aux HCL, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre aux HCL sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, les HCL pourront résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG FCS le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

5.5 Identification des personnels du titulaire

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des Etablissements hospitaliers (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

5.6 Respect des normes et des réglementations

Les équipements proposés dans l'offre respectent les normes en vigueur connues au jour de la notification du présent marché.

5.7 Fiabilité, performances et pérennité des équipements

Le Titulaire s'engage à ce que les fonctionnalités, performances et spécifications, telles que définies dans son offre, présentées en documentation, aient un caractère d'obligation de résultat minimum tel que défini par la réglementation.

Il s'engage de plus à ce que ces performances techniques ou fonctionnelles ne subissent aucune dégradation durant toute la période du présent marché. Le non-respect de cet engagement délierait les Hospices Civils de Lyon de leurs propres engagements vis-à-vis du Titulaire et pourrait être une cause de résiliation.

5.8 Droit d'utilisation des progiciels intégrés

Sans objet

6 PRIX DU MARCHÉ

Le marché est traité à prix forfaitaires et unitaires :

- **à prix forfaitaire** pour les prestations forfaitaires comprenant la partie exploitation, la maintenance préventive, la maintenance corrective, les essais, l'astreinte, les grands entretiens, l'assistance technique sur site, la télésurveillance, l'approvisionnement et la gestion des stocks, le suivi et l'exploitation de la maintenance tels que décrits dans le CCTC
- **à prix unitaires** pour les prestations complémentaires, hors forfait, initiées sur bons de commande

6.1 Prix des prestations forfaitaires

Les prix des prestations forfaitaires sont fixés dans l'Acte d'Engagement.

Pour les années non complètes (cas des adjonctions et retraits d'équipements), les redevances forfaitaires des Etablissements seront déterminées comme suit :

- Pour la maintenance préventive : au prorata du nombre de visites de maintenance préventive effectuées sur les équipements
- Pour la maintenance corrective : au prorata du nombre de jours de prise en charge des équipements, toute journée commencée étant due au titulaire du marché.

Pour les équipements encore sous garantie le coût de la maintenance corrective sera nul pendant la période de garantie.

Les prix des prestations forfaitaires, prévus pour chaque site, et pour toute la durée du marché, sont détaillés dans l'offre du titulaire au niveau des tableaux de Décomposition du Prix forfaitaire.

6.2 Prix des prestations complémentaires

Les prestations complémentaires initiées par bons de commande seront réglées sur la base des prix fixés en annexe 2 de l'Acte d'Engagement.

Le temps de main d'œuvre sera décompté à la demi-heure.

Le forfait de déplacement sera unique quel que soit le site et quels que soient le jour et l'heure du déplacement. De plus, il ne sera facturé qu'un forfait de déplacement par intervention, quelle que soit la durée de celle-ci et même si elle nécessite plusieurs déplacements.

Toute fourniture ou prestation sous-traitée sur bon de commande sera réglée sur la base de la facture du fournisseur affectée d'un coefficient dit "de peines et soins", qui devra être inférieur strictement à 1,2.

Le coefficient est fixé en annexe 2 de l'Acte d'Engagement.

Si le coefficient n'est pas précisé par le titulaire du marché dans l'Acte d'Engagement, le pouvoir adjudicateur considérera qu'il est égal à 1.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la facture du fournisseur au titulaire du marché.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date de remise de l'offre initiale.

Ces prix comprennent l'ensemble des frais correspondants à l'obligation faite au titulaire du marché de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations demandées (fourniture, installation, livraison, documentation, formation ou assistance technique aux utilisateurs, ainsi que les frais et taxes qui y sont affectés).

Tous les frais annexes aux prestations (déplacements, restauration ou hébergement, formation, etc.) des personnels du titulaire sont inclus dans les prix.

7 VARIATION DES PRIX

7.1 Variation des prix des prestations forfaitaires

Pour tous les lots, les prix des prestations forfaitaires sont révisables au 1er janvier de chaque année à compter du 01/01/2026.

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_o \left(0,30 + 0,10 \frac{FSD1}{FSD1_o} + 0,60 \frac{ICTH-IME}{ICTH-IME_o} \right)$$

Dans laquelle :

Le mois M_o correspond au mois de la date limite de réception de l'offre initiale.

P = prix révisé

P_o = prix de base figurant dans le marché

$FSD1$ = Indice des frais et services divers, le dernier connu et publié à la date de la révision.

Il est composé de :

* 79 % de l'indice EBI (indice de prix à la production dans l'industrie "Ensemble énergie, biens intermédiaires" de l'INSEE)

* 21 % de l'indice TCH (indice de prix à la consommation "Transport, communications et hôtellerie" de l'INSEE)

$FSD1_o$ = indice des frais et services divers du mois M_o .

$ICTH-IME$ = indice du coût horaire du travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Electriques, le dernier connu et publié à la date de la révision.

$ICTH-IME_o$ = indice du coût horaire du travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Electriques du mois M_o .

7.2 Variation des prix du bordereau de prix unitaires

Pour tous les lots, les prix unitaires sont révisables au 1^{er} janvier de chaque année à compter du 01/01/2026, par application de la formule de révision de prix décrite au paragraphe précédent, sous réserve de la réglementation des prix en vigueur.

Le coefficient de peines et soins sera constant pendant toute la durée du marché.

8 MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Avance

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, dès notification de l'acte prescrivant le démarrage, une avance de 5% pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché. Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

8.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement seront établies en un seul exemplaire et seront présentées comme suit :

- Une facture par Etablissement présentée soit après exécution des prestations soit par trimestre échu, pour les prestations forfaitaires.
- Une facture par intervention présentée après exécution, pour les prestations complémentaires.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

Les factures porteront les indications suivantes :

Mentions légales :

- le nom de la demande de paiement (facture, avoir, avis de sommes à payer, etc)
- la date d'émission de la demande de paiement
- un numéro séquentiel, basé sur une ou plusieurs séries, qui identifie la demande de paiement de façon unique
- le numéro d'identification TVA et / ou le N° SIRET sous lequel le fournisseur a effectué la livraison de biens ou la prestation de services
- le numéro d'identification TVA de l'acquéreur sous lequel il a reçu une livraison de biens ou une prestation de services pour laquelle il est redevable de la taxe
- le nom complet et l'adresse du fournisseur et de l'acquéreur
- la quantité et la nature des biens livrés ou l'étendue et la nature des services rendus
- la date à laquelle est effectuée, ou achevée, la livraison de biens ou la prestation de services ou la date à laquelle est versé un acompte dans la mesure où une telle date est déterminée et différente de la date d'émission de la facture
- la base d'imposition pour chaque taux ou exonération, le prix unitaire hors TVA, ainsi que les escomptes, rabais ou ristournes éventuels s'ils ne sont pas compris dans le prix unitaire
- le taux de TVA appliqué
- le montant de TVA à payer
- en cas d'exonération ou lorsque l'acquéreur ou le preneur est redevable de la taxe, la référence à la disposition applicable de la présente directive ou à la disposition nationale

correspondante ou à toute autre mention indiquant que la livraison de biens ou la prestation de services bénéficie d'une exonération ou de l'autoliquidation.

- lorsque le redevable de la taxe est un représentant fiscal, le numéro d'identification TVA de ce représentant fiscal, ainsi que son nom complet et son adresse

Mention supplémentaire obligatoire :

- le numéro du bon de commande.

Pour les HCL, les attendus des factures déposées sur le portail Chorus Pro sont listés en annexe 4.

Pour les Etablissements membres du GHT, les adresses de facturations sont indiquées en Annexe 3.

Pour le GCS Blanchisserie : les factures doivent être libellées au nom du GCS Blanchisserie et envoyées à l'adresse suivante :

GCS Blanchisserie
Parc d'Activité des Lumières, ZAC de la Fouillouse
531 rue Nicéphore Niepce
69800 SAINT-PRIEST

Le non-respect de ces dispositions entraînera le rejet de la demande de paiement, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et avec une nouvelle date.

8.3 Mode de règlement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG FCS.

Le Comptable chargé du paiement est le Receveur des Finances, Trésorier de chaque Etablissement hospitalier.

Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par les articles R2192-10 à R2192-36 du Code de la Commande Publique. Le délai de paiement est fixé à **50 jours** à compter de la date la plus récente entre la date du service fait (réception, réalisation ...) et la date de réception de la demande de paiement.

Pour le GCS Blanchisserie, le comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable du GCS Blanchisserie et le délai de paiement est fixé à **30 jours** à compter de la date la plus récente entre la date du service fait (réception, réalisation ...) et la date de réception de la demande de paiement

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire informera sans délai le pouvoir adjudicateur et lui transmettra le nouveau RIB à l'adresse suivante : DA.DMS-CM4P@chu-lyon.fr. Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu responsable de l'interruption des paiements de la prestation en cas de non-respect de ce cas de figure, le titulaire ne pourra se soustraire à son obligation d'information.

8.4 Suivi des règlements de factures

Le site <https://chorus-pro.gouv.fr> permet de connaître les statuts mis en œuvre par les différents établissements du GHT.

8.5 Rémunération en cas de groupement

Cet article déroge à l'article 12.1 du CCAG FCS.

Dans le cas d'un marché conclu avec un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements ou les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un marché conclu avec un groupement conjoint, le paiement est effectué à chacun des cotraitants de manière individualisé.

9 PENALITES

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

9.1 Généralités

Les pénalités sont applicables du seul fait du constat d'un manquement du titulaire du marché au regard de ses obligations, sans mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Le montant des pénalités sera signifié au titulaire du marché par voie dématérialisée avec accusé de réception, et fera l'objet d'un titre de recette.

Les pénalités indiquées ci-après sont cumulables et nettes de taxes.

Par ailleurs, pour la partie « Prestations forfaitaires » le montant total annuel hors taxes non révisable des pénalités ne pourra excéder 20 % du montant forfaitaire annuel hors taxes non révisé du marché et pour la partie « Prestations complémentaire à prix unitaires », le montant total des pénalités pour chaque commande ne pourra excéder 20 % du montant de la commande.

9.2 Dépassement de délai

9.2.1 Cas du délai de réalimentation

Tout dépassement du délai comme spécifié à l'article I.1 entraînera une pénalité égale à :

$$P = \frac{R \times (N-1)^2}{120}$$

Avec :

- P = montant de la pénalité
- R = montant de la redevance forfaitaire annuelle du site concerné
- N = nombre d'heures écoulées entre l'appel et le rétablissement de l'alimentation électrique complète, arrondi à l'entier supérieur.

9.2.2 Cas du délai d'intervention

- **Lots 1,2,3 :**

La première demi-heure de dépassement de ce délai de 30 mn entraînera une pénalité égale à 5 000 €. Il est précisé que la pénalité applicable en cas de non-respect du délai de réalimentation d'1 heure se cumule avec la pénalité susvisée.

Cependant, si le délai de réalimentation d'1 heure est respecté (et à cette seule condition), cette pénalité ne sera pas appliquée.

Si le dépassement (intervention) se poursuit au-delà de la première heure, la pénalité additionnelle sera calculée comme suit :

$$P = \frac{R \times (N-1)^2}{120}$$

Avec :

- P = montant de la pénalité
- R = montant de la redevance forfaitaire annuelle du site concerné
- N = nombre d'heures écoulées entre l'appel et l'intervention, arrondi à l'entier supérieur.

- **lot 4:**

Tout dépassement du délai de 1 h comme spécifié à l'article I.1 entraînera une pénalité égale à :

$$P = \frac{R \times (N-1)^2}{120}$$

avec :

- P = montant de la pénalité
- R = montant de la redevance forfaitaire annuelle du site concerné
- N = nombre d'heures écoulées entre l'appel et l'intervention, arrondi à l'entier supérieur.

9.2.3 Cas du délai de remise en état des installations

Tout dépassement du délai de remise en état provisoire comme spécifié à l'article I.1 entraînera une pénalité égale à :

$$P = \frac{R * (N-D)^2}{120}$$

avec :

- P = montant de la pénalité
- R = montant de la redevance forfaitaire annuelle du site concerné
- N = nombre d'heures écoulées entre l'appel et la remise en état, arrondi à l'entier supérieur
- D = délai autorisé précisé à l'article I.1.

Tout dépassement du délai de remise en état définitif de 48 heures entraînera une pénalité

$$P = \frac{R * (J-2)^2}{120}$$

avec :

- P = montant de la pénalité
- R = montant de la redevance forfaitaire annuelle du site concerné
- J = nombre de jours ouvrés écoulés entre l'appel et la remise en état, arrondi à l'entier supérieur

9.3 Autres Pénalités

Tout dépassement au-delà d'une demi-heure comptera pour une heure et toute journée ou semaine commencée comptera pour une journée ou une semaine complète.

OBJET	MONTANT DE LA PENALITE
Retard sur visite de maintenance préventive par rapport au planning non dûment justifiée	100 € par semaine de retard et par équipement
Retard dans le délai de prise en charge et dans le délai de remise du plan de réversibilité	80 € par jour de retard
Retard dans la remise du planning prévisionnel de maintenance préventive	80 € par semaine de retard par site
Compte rendu d'intervention non saisi dans GMAO ou livret d'entretien non rempli	80 € par semaine de retard par intervention et par équipement
Document non remis ou non renseigné	80 € par semaine de retard
Retard dans la remise du bilan annuel	80 € par semaine de retard par site
Non application des consignes d'intervention (articles 3.2.2, 4.2 du CCTC)	150 € par constat
Non proposition d'un remplaçant d'une personne défaillante sous 15 jours calendaires	300 € par constat
Absence du titulaire du marché à une réunion à laquelle il a été convoqué	100 € par absence
Non-respect des objectifs minimum d'insertion précisés à l'article XII du CCAP	30 € par heure non contractualisée

Absence, refus ou retard de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	1/3000 de la redevance forfaitaire annuelle du marché par jour calendaire de retard (arrondi à la dizaine d'euros supérieur) Dans la limite de 100 € par jour calendaire de retard
Non déclaration d'un sous-traitant	100 € par jour de présence et par employé d'un sous-traitant non declare
Retard dans la mise en œuvre de la phase de réversibilité	80 € par jour calendaire de retard
Non-respect des règles de sécurité établies	100 € par manquement constaté et formalisé
Envoi de la liste du personnel par rapport au dispositif de sécurité propre aux opérateurs d'importance vitale	100 € par manquement constaté et formalisé
Port du badge lors des intervention sur site	50 € par manquement constaté et formalisé
En cas de non-respect par le titulaire du marché d'un de ses engagements contractuels et dans le cas où cette défaillance n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique prévue ci-avant	100 par manquement constaté et formalisé

10 REVERSIBILITE

En cas de cessation du marché, pour quelque motif que ce soit (terme, résiliation...), le titulaire s'engage à assurer la réversibilité des prestations selon les modalités définies dans le plan de réversibilité tel que décrit à l'article XIII.1 ci-après. Cette opération doit permettre au pouvoir adjudicateur de reprendre à son compte ou de faire reprendre, par tout tiers de son choix, la réalisation de la prestation assurée par le titulaire dans le cadre du présent marché et ce, de manière optimale.

Cette réversibilité couvrira l'ensemble des dispositions prévues au plan de réversibilité tel que décrit ci-après.

10.1 Le plan de réversibilité

Le titulaire propose un plan de réversibilité au pouvoir adjudicateur dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent marché. Le coût du plan de réversibilité est détaillé dans l'acte d'engagement durant la première année de la vie du marché.

Le plan de réversibilité est ensuite réactualisé par le titulaire à chaque changement significatif des prestations à réaliser.

En tout état de cause, le plan de réversibilité est réactualisé annuellement par le titulaire sans coût supplémentaire.

A chaque livraison du plan de réversibilité, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 1 mois pour l'approuver ou pour demander des modifications. Au terme de cette période, le plan de réversibilité est implicitement approuvé.

Le plan de réversibilité détaillera les modalités et les conditions de la prestation de réversibilité et notamment :

1. La définition précise de la prestation :
 - 1.1. Les actions à effectuer,
 - 1.2. Les échéances et dates butoirs,
 - 1.3. Les processus de décision,
 - 1.4. Les acteurs de la prestation.

2. La documentation livrée aux termes du marché, qu'elle ait été produite ou collectée par le titulaire (modes opératoires, procédures, notice d'utilisation, gammes de maintenance, bases de données pour le suivi des incidents ,...) ainsi que les conditions de livraison ;
3. Les modalités et les conditions de transfert de compétences/outils déployés ou développés ainsi que les ressources affectées aux prestations du marché (tout en garantissant la continuité de service jusqu'au terme prévu du marché).

10.2 Le processus de réversibilité

La phase de réversibilité débute 1 mois avant la date de fin du présent marché. A l'ouverture de la phase de réversibilité, le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur :

1. le plan de réversibilité dans sa version mise à jour ;
2. le rappel de ses engagements, notamment en termes de ressources et de transfert de compétences.
3. Pendant la phase de réversibilité, le titulaire « sortant » s'engage :
 4. à assurer l'ensemble des prestations prévues au marché et sans dégradation de leur qualité ;
 5. à fournir toutes les ressources, y compris humaines, nécessaires à la mise en œuvre de la prestation de réversibilité ;
 6. à respecter l'intégralité des clauses, des modalités et des conditions définies dans le plan de réversibilité ;
 7. à réaliser le transfert de compétences au pouvoir adjudicateur ou au tiers qu'ils auront désigné.
 8. à lancer la prestation de réversibilité avec le futur titulaire et les représentants du pouvoir adjudicateur. Il s'agit, au plus, de deux jours de réunion en vue de valider le planning et les modalités pratiques de cette phase ;
 9. à mettre à disposition tous les éléments et documents produits par lui ou remis par le pouvoir adjudicateur ;
 10. à présenter l'organisation de la maintenance préventive et corrective actuelle et l'environnement d'exploitation (répertoires, installations, procédures mises en œuvre, périodicité et ordonnancement des opérations de maintenance et d'exploitation, etc.) ;
 11. à accueillir durant deux semaines, deux ou trois personnes du futur titulaire afin de leur permettre d'observer l'activité assurée par ses équipes en place ;
 12. à communiquer au futur titulaire les réponses apportées aux demandes
 13. et de façon générale à répondre aux questions du futur titulaire concernant l'organisation pratique des prestations et des documents techniques sous 48 heures ;
14. A l'issue de la phase de réversibilité, un procès-verbal contradictoire détaillé de l'état des lieux et des équipements sera établi entre le titulaire entrant, le titulaire sortant et le pouvoir adjudicateur .

11 .VERIFICATION ET ADMISSION

Le déroulement des opérations de vérification et d'admission sont conformes au CCAG FCS.

Chaque intervention fait l'objet d'un rapport dont le contenu et le formalisme sont décrits au CCTP. Le Responsable Technique du site concerné prononce l'admission de la prestation au regard dudit rapport.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, ou en l'absence de décision dans un délai de 15 jours à compter de la réception du rapport complet susvisé.

12 GARANTIE

Conformément à l'article 28 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

13 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

13.1 Règlement Général sur la Protection des Données

13.1.1 Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Règlement Général sur la Protection des Données dit « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite «loi informatique et libertés»). Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte des HCL les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service et les finalités décrits dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est l'acheteur.

Il est précisé que les HCL ont nommé un responsable de la sécurité des systèmes d'information et un délégué à la protection des données à caractère personnel (DPO), interlocuteurs désignés du sous-traitant, concernant la sécurité et la protection des données : dpo@chu-lyon.fr. Les données à caractère personnel traitées sont les données personnelles à l'exception de toute autre donnée à laquelle le Titulaire pourrait avoir accès à l'occasion de l'exécution du contrat. Pour l'exécution du présent contrat, les HCL mettent à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la réalisation des diverses opérations de traitements.

13.1.2 Obligation du sous-traitant

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Prendre connaissance expressément de la politique générale de protection de l'information et de la charte d'utilisation des ressources informatiques, dans leurs versions en vigueur au sein des HCL pendant la durée du contrat ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut, au sens de l'article 25 du règlement européen sur la protection des données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des HCL.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

En matière de sécurité, les directives de la PSSI des HCL doivent être appliquées par les sous-traitants qui définissent les modalités techniques pour les appliquer.

13.1.3 Obligation du responsable du traitement

Les HCL s'engagent à :

1. fournir au titulaire les données nécessaires au traitement objet du présent marché ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des Données par le titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Sauf dispositions contraires dans le CCTP, le responsable de traitement fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement dans les conditions réglementaires.

13.1.4 Données personnelles des fournisseurs :

Les informations personnelles (nom, prénom, fonction, adresse, téléphone, mail, cartes de visite) collectées par les HCL dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés ne sont utilisées qu'en lien avec les marchés, les processus achats et approvisionnements.

Ces données sont conservées, dans le cadre des marchés, suivant les durées de conservation légale des différents documents administratifs. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps (ex : contact commercial, ...).

Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Pour exercer vos droits, contactez : dpo@chu-lyon.fr

L'accès à vos données personnelles est strictement limité aux salariés des HCL et, le cas échéant, à nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, les HCL s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à

des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, continuité du service public hospitalier, etc.).

13.1.5 Droits des personnes

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante : dpo@chu-lyon.fr, pour la mise à jour du registre de ces demandes.

13.1.6 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie aux HCL toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : dpo@chu-lyon.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre aux HCL, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

13.1.7 Aide du titulaire dans le cadre du respect par les Hospices Civils de Lyon de leurs obligations

Le cas échéant, le titulaire assistera les HCL pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données, dans les conditions décrites au CCTP.

13.1.8 Sort des Données

Au terme du contrat, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les Données à caractère personnel aux HCL : le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13.1.9 Clause de réexamen

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification unilatérale pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD.

14 RESPONSABILITE - ASSURANCE

14.1 Responsabilité

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou aux Etablissements hospitaliers.

14.2 Assurance

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire du marché doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs.

15 RESILIATION DU MARCHE

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS,
- soit pour événements liés au marché dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS,
- soit pour faute du titulaire :
 - dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS ;

- en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
- en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 4.4 - *Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;
- si l'établissement décèle une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue aux marchés.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, il ne sera pas accordé d'indemnité forfaitaire de résiliation au titulaire.

Ce dernier a seulement droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées, sous réserve de communiquer à l'acheteur toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette indemnité.

Ces éléments doivent être adressés dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché. Passé ce délai, toute demande est réputée forclose.

16 EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

16.1 En cours d'exécution du marché

Par dérogation à l'article 45.1. du CCAG FCS, dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais ou conditions prévus au marché, l'établissement se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un fournisseur tiers, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Cette mesure s'applique en dehors de toute décision de résiliation.

16.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour faute, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

17 CESSIION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN

17.1 Cession du marché par le titulaire

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable des HCL.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, les HCL se réservent le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- - Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- - La forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- - La date à laquelle la cession doit intervenir.

Les HCL se prononceront sur l'agrément du cessionnaire à réception de la demande d'agrément, étant précisé que les HCL ne pourront refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

17.2 Cession du marché par l'acheteur

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) de l'établissement, celui-ci s'engage à en avertir le Titulaire par écrit la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le présent marché et tout autre document contractuel auquel l'établissement est partie seront cédés par ce dernier à une nouvelle entité juridique et le présent marché sera poursuivi avec celle-ci sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

18 DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège des HCL.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

19 LITIGES

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est seul compétent en cas de litige.

Dans le cadre de la signature de la charte relations inter-entreprises, les HCL s'engagent à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. Dans le cas d'un litige avec l'entité HCL en cours d'exécution du marché, vous pouvez vous adresser à da.villon-mediateur@chu-lyon.fr.